

**CONSTRUCTION
D'EQUIPEMENTS SPORTIFS
« CLUB HOUSE ET VESTIAIRES FOOT »
Stade Hervé de Venancourt
33 650 – MARTILLAC**

PRO

Réf : CES230203

Maître d'ouvrage :
Commune de MARTILLAC
Représentée par son Maire : M. CLAVERIE Dominique
14, Avenue Charles-de-Gaulle
33 650 – MARTILLAC
Tél : 05 56 72 71 20
Mail : secretariat@mairie-martillac.fr

MAI 2023



**PRESCRIPTIONS COMMUNES
A TOUS LES CORPS D'ETAT**

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Maîtrise d'œuvre :
Christian PRADAL Ei, architecte dplg
7, rue du Dr Amand Papon - 33 210 LANGON
Tél : 05 56 63 01 05 - Port : 06 16 60 23 27
Mail : pradalchristian@wanadoo.fr
Dessiné par Mathilde MINARD

Bureau d'Etude Thermique :
POLYDIAG – M. VERGUET Emmanuel
BP 18 - 33 760 BELLEBAT
Tél : 05 56 68 39 13 - Port : 06 98 87 27 13
Mail : emmanuel.verguet@polydiag.fr

Bureau de Contrôle :
APAVE IC BORDEAUX – M. BROUSTAUT
ZI av. Gay Lussac – BP3
33 370 - ARTIGUES PRES BORDEAUX
Tél : 05 56 77 27 19 - Port : 06 29 95 43 41
Mail : christophe.broustaut@apave.com

Coordonnateur SPS :
ALP DOMIELEC – M. PILET Stéphane
8 ZA de Camparian Nord – 33 870 VAYRES
Port : 06 30 57 78 76
Mail : s.pilet@alpdomielec.fr

**DATE LIMITE DE RETOUR DES OFFRES
LE VENDREDI 09 JUIN 2023 à 9H00**

OBJET DU MARCHÉ

Le présent document a pour objet de définir les prestations incombant à tous les corps d'état et de permettre aux entreprises consultées d'établir leur proposition sans restriction ni réserve pour **les travaux de CONSTRUCTION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS « CLUB HOUSE ET VESTIAIRES FOOT »** Stade Hervé de Venancourt – 33 650.

1 . Conformité

Cette mise en conformité devra respecter toutes les dispositions législatives et réglementaires en vigueur à la date de remise des offres et notamment (liste non exhaustive) :

- le Code de l'Urbanisme,
- le Code de la Construction,
- le Cahier des Charges Techniques Générales (C.C.T.G.) applicable aux marchés de travaux de bâtiment passés au nom de l'Etat, comprenant le Cahier des Charges et les règles de calcul publiés par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (C.S.T.B.),
- l'ensemble des normes françaises, agréments et avis techniques du C.S.T.B (REEF),
- le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) de cette opération,
- le Règlement de Sécurité contre l'Incendie dans les E.R.P.,
- les décrets relatifs à l'accessibilité des handicapés,
- le Règlement Sanitaire Départemental
- le Code du Travail et les textes relatifs à l'hygiène et à la Sécurité des travailleurs,
- les normes AFNOR – UTE –USE dont :
 - ensemble des normes NF relatives aux produits employés dans la construction,
 - ensemble des normes NF C relatives aux installations électriques (courants forts, courants faibles) ;
- les recommandations du Ministère concernant la présente construction.

2. Exigences acoustiques

L'attention des entrepreneurs est tout spécialement attirée sur les précautions qui devront être prises dans l'exécution de leurs travaux pour une isolation acoustique conforme aux réglementations en vigueur et notamment le décret 2006-1999 du 31/08/2006 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage et modifiant le code de la santé publique, codifié sous les articles R.1334-30 à 37 et R. 1337-6 à 10-2 dans le code de la santé publique.

3. Prescriptions communes à tous les corps d'état

L'opération sera réalisée par corps d'état séparés.

Chaque entreprise devra examiner et étudier, dans le détail, les pièces écrites et documents graphiques du dossier concernant tous les corps d'état. Aucune entreprise ne pourra prétendre ignorer les limites de son intervention.

L'entreprise devra établir et joindre à sa proposition une liste de toutes imprécisions, contradictions ou omissions qu'elle aura relevée, faute de quoi, l'entreprise devra exécuter tous les travaux complémentaires qui ne figureraient pas explicitement dans le dossier, mais qui

seraient nécessaires pour que les ouvrages remplissent parfaitement leur fonction, tant au plan technique qu'au plan esthétique.

Après la signature des marchés, elle devra une livraison conforme aux règles de l'Art et ne pourra plus prétendre à aucun supplément de prix que ce soit, sauf dans le cas de modifications demandées par la maîtrise d'ouvrage si elles entraînent des plus-values et seulement si elles sont signifiées par ordre de service.

3.1. Prise de possession et remise en état des lieux

L'entreprise titulaire du lot 1 (Gros œuvre) prendra possession des lieux dans leur état actuel. Avant toute intervention, elle devra faire exécuter à ses frais un constat contradictoire :

- avec les divers services concédés pour eau, gaz, électricité, télécommunications, assainissement,
- avec les responsables de la Commune de MARTILLAC pour la voirie et les bâtiments contigus,

Un autre constat contradictoire sera dressé en fin de travaux avec les mêmes partenaires.

Ces constats seront accompagnés des photos de l'existant. Ces constats seront dressés en présence de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre.

Ces procès-verbaux auront pour utilité de constater l'état exact au moment de leur prise en charge et de leur restitution par les entreprises et de permettre de délimiter les éventuelles responsabilités qui pourraient leur incomber en cas de dommages divers.

La remise en état des fonds des tiers comprend notamment : les clôtures de limites de parcelles, les plantations de bordures, les trottoirs, bordures, réseaux et voiries (frais de remise en état par l'entreprise titulaire du lot 1 (gros oeuvre).

3.2. Liaisons extérieures

L'entreprise titulaire du lot 1 (Gros œuvre) restera responsable des dommages qui pourraient survenir aux biens des riverains, aux ouvrages souterrains de toute nature, à la voirie ainsi que des accidents qui pourraient se produire sur la voie publique et qui seraient consécutifs à des négligences, voire à la simple intervention des entreprises sur le chantier.

3.3. Implantation des ouvrages

L'implantation de l'ouvrage sera à la charge de l'entreprise titulaire du lot 1 (Gros œuvre)

3.3.1. Niveaux

Un trait de niveau sera tracé et entretenu à + 1,00 m au-dessus des sols finis de chaque niveau, sur murs, huisseries et cloisons, de façon à ce qu'il reste apparent pendant toute la durée des travaux. Il sera à la charge de l'entreprise titulaire du lot 1 (Gros œuvre).

Ce trait devra être effacé par le corps d'état qui a la charge de son tracé, avant application des revêtements pour ne pas réapparaître aux travers de ceux-ci.

3.3.2. Traçage

Traçage des axes des baies dans murs et cloisonnements à effectuer par l'entreprise titulaire du lot 1 (Gros œuvre).

Traçage des cloisons et des axes de menuiseries pour les menuiseries s'intégrant dans les cloisons à effectuer par l'entreprise titulaire du lot 6 (Plâtrerie – Isolation).

Vérification des traçages avant implantation des menuiseries à effectuer par les entreprises titulaires du lot 5 (Menuiserie bois).

Tous les traçages seront effectués par chaque corps d'état intéressé.

3.4. Réservations – Trous – Scellements et raccords

L'entreprise titulaire du lot 1 (Gros œuvre) devra les réservations dans ses ouvrages nouvellement créés pour son propre corps d'état et pour chaque corps d'état secondaire, sous réserve que demande lui en soit faite en temps utile par plans détaillés et datés, visés par la maîtrise d'œuvre avant l'établissement de ses plans d'exécution.

Ces réservations resteront sous la responsabilité des entreprises intéressées qui devront en assurer la vérification au fur et à mesure de l'implantation par le titulaire du lot 1 (Gros œuvre). Tous les percements après coup dans les ouvrages en béton sont interdits.

Les réservations demandées au-delà de la période d'établissement des plans d'exécution seront exécutées, dans le cas où elles restent possibles, par l'entreprise titulaire du lot 1 (Gros œuvre) aux frais du corps d'état défaillant.

Toutes les entreprises devront soumettre leurs plans d'exécution à la maîtrise d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre durant la période de préparation du chantier.

Chaque entreprise devra les trous et pré-scellements nécessaires à la mise en œuvre de ses ouvrages et installations, sauf ceux indiqués ci-dessus et ceux réalisés dans les ouvrages en plâtre qui seront à la charge de l'entreprise titulaire du lot 6 (Plâtrerie - Isolation).

Les raccords seront exécutés par les spécialistes après passage de tous les autres corps d'état. Ces raccords resteront à la charge de chaque entreprise (maçon, plâtrier, carreleur, peintre, etc...).

3.5. Echafaudages

Sauf spécifications particulières dans un corps d'état déterminé, toute entreprise devant utiliser un échafaudage aura prévu dans son offre le coût de cette prestation, celle-ci étant une sujétion normale de mise en œuvre.

3.6. Nettoyage

3.6.1. Nettoyage de chantier

Le chantier devra être tenu constamment en état de propreté, les entrepreneurs devront, tout au long de leurs travaux, le nettoyage et l'enlèvement des gravois aux décharges publiques. Chaque entreprise doit procéder au nettoyage, à la réparation et à la remise en état des installations qu'il aura salies ou détériorées.

Les abords seront également maintenus en parfait état de propreté.

Le nettoyage pourra être demandé à tous moments aux entrepreneurs par la maîtrise d'ouvrage ou la maîtrise d'œuvre. Dans le cas où une entreprise n'effectuerait pas ses travaux de nettoyage, ceux-ci seraient exécutés par l'entreprise titulaire du lot 1 (Gros œuvre) ou une entreprise extérieure et facturés à l'entreprise responsable.

Les détritiques et gravois provenant du nettoyage de chantier seront entreposés dans deux bennes posées en des lieux ayant reçu l'agrément de la maîtrise d'œuvre. Ces bennes de 6 m³ seront mises à disposition par une société de nettoyage spécialisée et ce aux frais de l'entreprise titulaire du lot (Installation de chantier). L'enlèvement et le transport à la décharge publique seront effectués par l'entreprise titulaire du lot 1 (Gros œuvre), pendant toute la durée des travaux, les camions étant nettoyés avant leur sortie du chantier s'il en est besoin. Elle devra notamment le nettoyage quotidien des voies et trottoirs avant fermeture du chantier.

3.6.2. Nettoyage de livraison avant réception

Le nettoyage de mise en service du bâtiment avant réception sera assuré par l'entreprise titulaire du lot 10 (Peinture). Elle pourra éventuellement faire exécuter ce travail par un sous-traitant spécialisé qui devra avoir reçu l'agrément de la maîtrise d'ouvrage. Le nettoyage des extérieurs sera à la charge de l'entreprise titulaire du lot 1 (Gros œuvre).

3.7. Protection des ouvrages

La protection des ouvrages doit être assurée par chaque entreprise pour ses propres travaux contre les dégâts qui pourraient survenir du fait des intempéries (déshydratation, gel, pluie,...) ou de dégradations mécaniques volontaires ou non (vol, chocs, etc ...). L'entretien, le remplacement, les déposes et reposes nécessaires à la réalisation des travaux et la dépose définitive de ces protections seront dues par chaque entreprise.

3.8. Installation – Organisation – Sécurité et Hygiène du chantier

Elles seront réalisées et leurs dépenses imputées à l'entreprise titulaire du lot gros œuvre.

Les entreprises devront les signalisations réglementaires ainsi que celles qui seront demandées sur les permissions de voirie et autorisations de travaux qu'elles auront sollicitées, de façon à ce que la circulation publique puisse continuer sans risque.

Celle-ci aura à sa charge les installations communes de chantier et de sécurité, notamment celles demandées dans le cadre du P.G.C.S.P.S. (Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé).
--

4. Spécifications techniques

4.1. Conformité

Tous les ouvrages seront exécutés selon les règles de l'Art et devront répondre aux prescriptions des textes officiels parus le premier jour du mois qui précède la date de remise des offres. Tous ces documents, bien que non joints au marché, sont réputés bien connus des entreprises et les parties contractantes reconnaissent expressément leur caractère contractuel. Si de nouveaux documents devenaient applicables à la présente réalisation au-delà de la date ci-dessus, il appartiendrait à l'entreprise d'en aviser la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre par écrit, en précisant les incidences tant techniques que financières sur son propre corps d'état et en indiquant les conséquences sur les corps d'état qui se trouveraient concernés par ces frais nouveaux.

Le présent descriptif ainsi que les plans qui l'accompagnent ont pour objet de faire connaître le programme général de la construction et le mode de bâtir. Ils forment un tout et devront être connus dans leur ensemble par tous les corps d'état ayant à intervenir dans la réalisation de la construction afin que chacun d'eux prévoie les travaux et fournitures résumant des spécifications des autres.

Tous les travaux nécessaires au parfait et complet achèvement des ouvrages et au parfait fonctionnement des installations doivent être prévus par l'entreprise, lesquels devront se rendre sur place pour apprécier l'état des lieux et prévoir les conditions d'exécution.

Toute erreur, omission ou contradiction normalement décelable par un homme de l'art et relevée par l'entreprise dans les documents fournis par la maîtrise d'œuvre doit être signalée par écrit à cette dernière, et ce avant toute exécution.

En conséquence, après la mise au point du marché selon la circulaire du 9 mars 1982 et de l'instruction du 17 novembre 1989 (JO du 20 avril 1990) sur la dévolution des marchés de bâtiment, les entreprises ne pourront prétendre à aucun supplément de prix pour les travaux supplémentaires éventuels qu'elles auront l'obligation d'exécuter et qui seraient consécutifs au redressement d'un manque de conformité du projet par rapport aux dispositions des documents susvisés.

Sauf indication expresse, conformément aux décrets n° 84-74 du 26/01/1984 fixant le statut de la normalisation et le caractère obligatoire de l'utilisation des normes dans le secteur public et n° 86-450 du 13/03/1986 étendant ce principe aux marchés de collectivités locales et de leurs établissements publics (Art. 272 du C.M.P.) et n° 90-617 du 12/07/1990 (composition du Cahier du CCTG), toutes les parties de la construction seront traitées en accord avec les normes en vigueur.

Toute acceptation que pourrait consentir la maîtrise d'ouvrage vis à vis d'un quelconque détail ne dégagera en aucun cas la garantie de l'entreprise qui restera seule responsable en tant qu'homme de l'Art.

4.2. Matériaux, produits et composants

4.2.1. Provenance et qualité

Les entreprises sont tenues de soumettre à la maîtrise d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre un échantillon de chacun des matériaux, produits et composants qu'elles devront mettre en place pour obtenir l'accord d'utilisation avant d'en effectuer l'approvisionnement. Les échantillons retenus nettement repérés seront conservés à disposition pendant toute la durée du chantier. Les références seront inscrites au cahier de chantier sur demande expresse de l'entrepreneur.

Les entreprises réaliseront des surfaces-tests de 2m² pour les produits qui leur seront demandés, notamment, gouttelettes, peintures, chapes lisses, etc...

Tous les matériaux, produits et composants devront être couverts par une assurance du fournisseur ou du fabricant. Sur simple demande, l'entreprise devra fournir tout certificat garantissant l'origine et la qualité des matériaux, produits et composants y compris les procès-verbaux de classement au feu, de traitement, d'agrément à une norme, de classement UPEC, les certificats de qualification des produits quand ils existent, etc...

Dans le cas d'emploi de procédés non traditionnels, les entreprises devront fournir tous les documents techniques et les attestations d'assurance spécifiques. De plus, elles devront s'assurer le concours du fabricant comme assistant technique pour la mise en œuvre des plans de fabrication et la mise en œuvre des produits.

Les entreprises ont la faculté de proposer des matériaux, produits et composants équivalents aux prévisions du descriptif, les quelles sont à considérer comme des minima. En conséquence, les éventuelles propositions modificatives devront présenter un intérêt certain quant à l'amélioration finale de l'ensemble de la réalisation, l'aspect devant rester très proche de celui défini à l'origine. L'appréciation de l'équivalence reste du ressort de la maîtrise d'ouvrage, l'entreprise étant dans l'obligation d'exécuter les travaux selon les spécifications techniques du dossier de consultation qui ont permis l'établissement des offres.

En tout état de cause, les éléments mis en œuvre devront correspondre aux normes en vigueur, notamment celles rappelées ci-avant.

Les différents stockages seront effectués selon les nécessités techniques et les indications du fabricant soit en atelier, soit sur le chantier, en fonction de l'aménagement, sous la seule responsabilité des entreprises.

4.2.2. Essais et épreuves

Des essais et épreuves seront effectués sur tous les échantillons conformément aux normes françaises homologuées soit pour le chantier proprement dit, soit en usine. L'entreprise titulaire du lot 1 (Gros œuvre) fournira un dossier d'étude des bétons, conformément à l'article 3.2 du DTU 21. Les procès-verbaux et attestations divers seront transmis à la maîtrise d'œuvre.

Si certains échantillons s'avéraient défectueux, les entreprises devraient alors fournir des équivalents donnant entière satisfaction et ce sans indemnité particulière.

Le bureau de contrôle technique, dans le cadre de la présente opération, sera chargé de collationner et d'émettre son avis sur toutes les attestations relatives à la vérification des matériaux, produits et composants.

4.2.3. Mises en œuvre

Les mises en œuvre se feront selon les règles de l'art conformément aux règlements énoncés ci-avant, aux recommandations des fabricants et à l'avis technique favorable que devra posséder chaque produit pour l'utilisation à laquelle il est destiné, tout en respectant les éléments propres au présent marché, notamment les dimensions qui apparaîtront sur les plans d'exécution.

Les plans d'exécution et les plans de réservation seront dus par chaque entreprise pour son corps d'état.

Le dossier de consultation des entreprises comporte outre les plans généraux, les plans et les dessins techniques définissant, concurremment avec les spécifications techniques détaillées, les ouvrages à réaliser. Ces plans font apparaître le dimensionnement de tous les éléments répétitifs essentiels ainsi que les principes de fondations et de structure des différents niveaux.

Chaque entreprise doit, pour le corps d'état qui la concerne, l'ensemble des plans d'exécution permettant de respecter le dossier cadre et tout particulièrement les contraintes architecturales (tant le respect esthétique que le respect des volumétries intérieures) et l'obtention d'une mise en œuvre orientée vu le parfait achèvement.

Il appartiendra à chaque entreprise de prendre tout contact utile avec les titulaires des autres corps d'état, de façon à fournir mais également à obtenir les renseignements utiles à ses prévisions et adopter les dispositions d'exécution telles qu'il ne puisse exister de discontinuité dans la parfaite réalisation de l'ensemble de l'ouvrage.

Préalablement à son intervention, chaque entreprise devra procéder contradictoirement avec les entreprises concernées à la réception des éléments et supports dès qu'ils seront effectués par les corps d'état qui le précéderont. Toute observation ou demande de reprise éventuelle devra être formulée immédiatement et consignée par écrit. Ces opérations se dérouleront en temps opportun afin de ne pas risquer d'apporter du retard au déroulement des travaux.

4.3. Ouvrages – Documents à fournir

4.3.1. Essais et contrôles des ouvrages

Les essais et contrôles seront effectués par chaque entreprise conformément aux normes françaises homologuées, pour le corps d'état qui la concerne.

Les côtes et tolérances dimensionnelles seront également vérifiées avant livraison d'un corps d'état à l'autre. Les tolérances dimensionnelles tous corps d'état issues des normes et DTU sont regroupées dans les cahiers techniques du Moniteur n° 21 de Février 1979 et n° 23 de Juin 1979. Tout manquement au respect de ces règles qui constitue des minima devra être rectifié par l'entreprise responsable, laquelle devra également assumer les retards éventuels et toutes incidences possibles sur les autres corps d'état.

Les essais et vérifications seront effectués par l'entrepreneur, conformément au Document Technique COPREC n° 1 de Décembre 1982, pour tous les éléments figurant dans ce document, afin de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations. Ces essais et vérifications constituent un minimum à la charge des entreprises. En cas de non satisfaction, la mise en conformité devra être réalisée immédiatement par l'entreprise concernée.

4.3.2. Documents à fournir

Chaque entreprise devra fournir, chacune pour ce qui la concerne, les documents ci-après :

- la liste des différents matériaux, matériels et produits avec nature, marque, type, références précises, avis techniques éventuels, procès-verbaux divers (notamment pour la sécurité), localisation de mise en œuvre et plans correspondants suivant le cas,
- attestation de conformité des installations de gaz,
- les procès-verbaux concernant les essais et vérifications de fonctionnement, conformément au document technique COPREC n° 2 de Décembre 1982,
- les dossiers des ouvrages exécutés en 4 exemplaires dont un sur calque comportant les plans et autres documents conformes à l'exécution, avec les caractéristiques précises de l'ensemble des matériels pour permettre leur remplacement éventuel sans recherche, ainsi que les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur pour permettre d'assurer la maintenance avec prévision de remplacement (afin de faciliter l'exploitation de l'ouvrage),
- toutes les notices pour le fonctionnement et l'entretien courant,

Le bureau de contrôle technique, dans le cadre de la présente opération, sera chargé de collationner et d'émettre son avis sur les procès-verbaux concernant les essais et vérifications effectués par les entreprises. Ces procès-verbaux lui seront adressés en deux exemplaires et il transmettra à la maîtrise d'ouvrage, avant la réception, un rapport explicitant les avis portant sur les procès-verbaux précités.

Dans tous les cas, les entreprises devront faire connaître les moyens qu'elles comptent mettre en place pour procéder aux vérifications techniques qui leur incombent et notamment :

- le nom du responsable des vérifications techniques,
- les méthodes qui seront utilisées pour que les exécutants ne disposent que des plans à jour,

Les procédures qu'elles adopteront pour :

- les études d'exécution établies sous leur responsabilité,
- les stockages et manutentions,
- la mise en œuvre,
- la réception des travaux des entreprises qui les précèdent,
- la réception des matériaux, composants et équipement.

Elles devront également transmettre tous renseignements utiles dans le cadre de l'enquête précédant l'établissement du calendrier d'exécution.

4.3.3 . D.O.E. (à remettre le jour de la réception)

MAITRE D'ŒUVRE Plans d'architecte (élévations, coupes vues en plans, détails)
LOT 1 : GROS ŒUVRE Plans béton, coffrages, armatures, essais COPREC, Plans de récolement
LOT 2 : CHARPENTE – COUVERTURE – ZINGUERIE - ETANCHEITE Plans, notes de calcul, attestations de traitement anticorrosion, traitements
LOT 3 : MENUISERIE ALUMINIUM Détails entreprise, garanties, attestations, procès-verbaux
LOT 4 : SERRURERIE Plans, notes de calcul, attestations de traitement anticorrosion
LOT 5 : MENUISERIE BOIS Détails entreprise, garanties, attestations, procès-verbaux
LOT 6 : PLATRERIE - ISOLATION Références, avis techniques
LOT 7 : ELECTRICITE Références des matériels mis en place, plans d'entreprise, essais COPREC, puissances installées, garanties, notices d'entretien et de fonctionnement
LOT 8 : PLOMBERIE – SANITAIRE - CHAUFFAGE – CLIMATISATION - VENTILATION Références, garanties, notices d'entretien et de fonctionnement, plans d'entreprise, références des matériels mis en place, notices d'entretien et de fonctionnement
LOT 9 : CARRELAGE Référence (pour garantie éventuelle ou contrat d'entretien), notice d'entretien, référence
LOT 10 : PEINTURE Référence (pour garantie éventuelle ou contrat d'entretien), notice d'entretien, attestations de conformité

4.4. Réception

Conformément au CCAG, elle ne sera prononcée qu'après la fin effective de l'ensemble des travaux de tous les corps d'état. L'ensemble des prestations devront avoir été parfaitement exécutées et les épreuves devront s'avérer concluantes. Les éventuels ouvrages ou parties d'ouvrages qui seront considérés comme non parfaitement achevés feront l'objet de réserves. Ces réserves devront être levées dans un délai qui sera fixé lors des opérations de réception et au plus tard pendant les deux premiers mois de la première année suivant la réception, année dite de garantie de parfait achèvement.

5. Obligations de l'entreprise au stade de la soumission

. Etablissement des soumissions

Chaque entreprise doit se rendre compte de l'importance et de la nature des travaux et fournitures à réaliser et suppléer, le cas échéant, par ses connaissances ou son expérience aux détails du projet qu'elle estimerait insuffisants, inexacts, omis ou mal indiqués, ou contraire aux règles à respecter. Elle devra faire, dès son offre, toutes les rectifications éventuellement nécessaires et en inclure les incidences financières dans son prix forfaitaire. Les renseignements portés sur les plans sont essentiellement indicatifs.

Il est spécifié que les entreprises ne pourront, en aucun cas, arguer de ces omissions ou erreurs aux plans et aux descriptifs pour se dispenser d'exécuter intégralement les installations demandées répondant aux besoins exprimés et aux normes en vigueur.

De même, chaque entreprise aura pour obligation de prendre connaissance de l'ensemble du dossier tous corps d'état et signaler au stade de la soumission les difficultés prévisibles pour la réalisation de ses installations, résultant de la réalisation des autres corps d'état, ou encore les oublis ou omissions ne permettant pas une parfaite réalisation des installations prévues au présent corps d'état.

Toute absence de remarques notifiées par l'entreprise au stade de la remise de la soumission, formulées tant pour les travaux ressortant de son corps d'état que pour les travaux à la charge des autres corps d'état, signifiera qu'elle accepte sans réserve les dispositions du présent projet.

. Présentation des soumissions

Les soumissions seront présentées à prix global et forfaitaire, sans possibilité de plus-value après signature du marché : l'entreprise devra donc présenter au stade de la soumission les plus-values éventuelles résultant des remarques citées ci-dessus, en ce qui concerne les travaux lui incombant. Ces soumissions seront obligatoirement présentées selon le cadre de quantitatif figurant dans le présent dossier.

. Marques

Le présent descriptif cite, à titre d'exemple, des marques de matériels. L'entreprise aura la possibilité, au stade de la soumission, de proposer des matériels de marque différente, sous réserve de l'obtention d'une qualité technique au moins équivalente, dans ce cas, l'entrepreneur devra en indiquer les références.

En revanche, les marques de matériels ne pourront plus être modifiées ultérieurement à la signature du marché, sauf accord explicite formulé par le maître d'œuvre.